



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---












**DMUUA : DM standard d'uro- gynécologie, digestif,  
fils, monitoring drainage - Relance lot 82 - au profit  
du groupement régional de commandes - GCS  
Nouvelle Aquitaine**

---

N° du CCAP : 26UDMFDN031

**Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux**  
12 Rue Dubernat  
33404 Talence CEDEX  
Tél : 05 56 79 56 79

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	DMUUA : DM standard d'uro- gynécologie, digestif, fils, monitoring drainage - Relance lot 82 - au profit du groupement régional de commandes - GCS Nouvelle Aquitaine
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	1
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - PREAMBULE .....	4
2 - Dispositions générales du contrat .....	4
2.1 - Objet du contrat .....	4
2.2 - Décomposition du contrat .....	6
2.3 - Type d'accord-cadre .....	6
2.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	6
3 - Pièces contractuelles .....	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	7
5 - Durée et délais d'exécution.....	7
5.1 - Durée du contrat.....	7
5.2 - Reconduction .....	7
6 - Prix .....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	8
6.2 - Modalités de variation des prix .....	8
7 - Garanties Financières .....	11
8 - Avance .....	11
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	11
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	11
9 - Modalités de règlement des comptes .....	11
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	11
9.3 - Délai global de paiement .....	12
9.4 - Paiement des cotraitants .....	12
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
11 - Développement durable .....	14
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	14
12.1 - Vérifications.....	14
12.2 - Décision après vérification .....	15
13 - Garantie des prestations.....	17
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	17
15 - Pénalités .....	17
15.1 - Pénalités de retard.....	17
15.2 - Autres pénalités spécifiques .....	18
16 - Assurances .....	18
17 - Résiliation du contrat .....	19
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	19
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	19
18 - Règlement des litiges et langues .....	20
19 - Clauses complémentaires.....	20
20 - Dérogations .....	23

## 1 - PREAMBULE

### Type de pouvoir adjudicateur

En vertu de sa convention constitutive, l'assemblée générale du GCS Achats NA peut donner mandat à l'un de ses membres pour coordonner des groupements de commande.

Le présent accord-cadre est coordonné par le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux.

Le CHU de Bordeaux ci-après « l'établissement coordonnateur » est pouvoir adjudicateur du présent accord-cadre et coordonne le groupement de commande constitué des membres listés en annexe 1 du CCAP.

La centrale d'achat est membre de ce groupement de commande.

Les établissements bénéficiaires du présent marché sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre au sens où ils émettent leurs bons de commande directement auprès des titulaires du marché, et sont responsables de l'exécution des prestations objet du marché à l'égard des titulaires retenus.

### Membres de la Centrale d'Achat

La centrale d'achat GCS NA est membre du groupement de commandes.

A ce titre, les adhérents de la centrale d'achat, s'ils ne sont pas déjà identifiés comme membre du groupement de commandes dans l'annexe 1 du présent CCAP, sont bénéficiaires potentiels du marché, sous réserve qu'ils en expriment la volonté et qu'une convention de mise à disposition soit signée entre la centrale d'achat et ses adhérents.

Chaque lot est susceptible d'être mis à disposition des adhérents de la centrale d'achat dans la limite du volume maximum indiqué pour chaque lot.

La liste de ces adhérents est susceptible d'évoluer en cours d'exécution de l'accord-cadre. Les nouveaux adhérents pourront bénéficier du marché dans les limites suivantes :

- Le volume maximum de chaque lot devra être respecté ;
- Les nouveaux adhérents seront des établissements de santé publics, privés, médico-sociaux ou concourant à l'activité du GCS NA, conformément à la convention constitutive du GCS NA.

L'ouverture aux membres de la centrale d'achat sera évoquée par la GCS NA avec le titulaire du marché et selon les reporting de commandes portées à la connaissance du GCS NA par le titulaire du marché.

Les prix du marché ne pourront pas être modifiés par le titulaire dès lors que les conditions d'exécution des prestations ne sont pas modifiées par l'ouverture du bénéfice de l'accord-cadre aux établissements listés en annexe 1 au présent CCAP.

Pour chaque lot, les quantités maximums de la Centrale d'Achat du CGS NA représente 10 % du total des quantités maximums de l'ensemble des établissements du groupement de commande pour la durée totale du marché.

## 2 - Dispositions générales du contrat

### 2.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**DMUUA : DM standard d'uro- gynécologie, digestif, fils, monitoring drainage - Relance lot 82 - au profit du groupement régional de commandes - GCS Nouvelle Aquitaine**

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les établissements supports et parties sont listés en annexe 1 du CCAP

L'accord-cadre s'exécute dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les établissements suivants :

**CHU Bordeaux établissement support du GHT Alliance de Gironde** auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CH Charles Perrens, Pole de santé Arcachon, CH Bazas, CH Blaye, CH Cadillac, CH La Réole/Langon, CH Libourne, CH Sainte Foix La Grande, CSMR de Podensac,

**CH Pau établissement support du GHT Bearn Soule** auquel sont rattachés les établissements parties suivants : HL Mauléon, CH Oloron Sainte Marie, CH Orthez, CLS Pontacq-Nay, CH des Pyrénées

**CH Périgueux établissement support du GHT Dordogne** auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CH Bergerac, EHPAD Bergerac, CH de Domme, CH Excideuil en Périgord, CH Lanmarie, CH Montpon-Menestrol, CH Nontron, HL EHPAD Saint Astier, CH Sarlat

**CH Mont de Marsan établissement support du GHT Landes** auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CH Saint Sever, CH Dax, Pôle Gériatrique Morcenx

**CH Agen/Nérac établissement support du GHT Moyenne Garonne** auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CHD La Candélie, HL Casteljalous, CH Fumel, CH Marmande/Tonneins, CH Villeneuve sur Lot, HL EHPAD Penne d'Agenais

**CH Bayonne établissement support du GHT Navarre Côte Basque** auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CH Saint PALAIS, EPS de GARAZI

**CHU de Limoges établissement support du GHT Limousin** auquel sont rattachés les établissements parties suivants : C. H. Aubusson, CH Brive, CH Tulle, CH Bort les Orgues, CH Uzerche, CH Esquirol, CH de Haute Corrèze, CH Guéret, CH Saint Junien, CH Bernard Desplas - Bourgneuf, CH Eugène Jamot-la Souterraine, CH Jacques Boutard-Saint Yrieix, CH La Valette-Saint Vaury, CH les Genets d'Or - Evaux les Bains, CH Monts et Barrages - Saint Leonard de Noblat, CHG Cornil Jean Marie Dautier , H.I.H.L. BELLAC, LE DORAT, MAGNAC.

**Etablissement Hors GHT:** BERGERAC EHPAD LA MADELEINE, CDTPI, CHATEAU DE BASSY CENTRE DE SOINS, CHATEAUNEUF C.S.S.R., EHPAD LA TOUR DU PIN, EHPAD LE HAMEAU DE LA PELOU, EHPAD LES CLAUDS DE LALY, JOHN BOST FONDATION, LA TOUR DE GASSIES CENTRE DE SOINS, LE BOUSCAT EHPAD TIVOLI, LES LAURIERS C.S.S.R., MAISON RETRAITE VILLENEUVE DE MARSAN, SAINT-MACAIRES MAISON DE RETRAITE

**Etablissement Hors GHT - Groupement Limousin :** C.H.G. - BEAULIEU, CCAS - EHPAD RESIDENCE LES JARDINS, CENT. LONG SEJOUR - ROCHECHOUART, CENTRE "LA CHENAIE", CENTRE GERIATRIQUE DU MURET D'AMBAZ, E.H.P.A.D - BUSSIERE DUNOISE, E.H.P.A.D LA PELAUDINE EYMOUTIERS, E.H.P.A.D - LES EAUX VIVES MARSAC, E.H.P.A.D - NEUVIC D'USSEL, E.H.P.A.D NIEUL, E.H.P.A.D RESIDENCE DU PARC- PANAZ, E.H.P.A.D ANDRE VIRONDEAU - NANTYAT, E.H.P.A.D LA CHAPELAUDE, E.H.P.A.D RESIDENCE "LES TERRASSES", E.H.P.A.D RESIDENCE LE NID - CHALUS, E.H.P.A.D RESIDENCE LES BRIANCES, E.H.P.A.D RESIDENCE LES CHENES COUZ, E.H.P.A.D SUZANNE VALADON - BESSINE, E.H.P.A.D. - BELLEGARDE EN MARCHE, E.H.P.A.D. - ALLASSAC, E.H.P.A.D. - LES SIGNOLLES AJAIN, E.H.P.A.D. CHARLES GOBERTMANSAC, E.H.P.A.D. EUGENE ROMAINE - BOUSSAC, E.H.P.A.D. GASTON RIMAREIX - MAINSAT, E.H.P.A.D. JARDIN BAGATELLE LUBERSAC, E.H.P.A.D. LA VALOINE - FEYTIAT, E.H.P.A.D. L'ABRI DU TEMPS - DONZEN, E.H.P.A.D. LE BOIS JOLI - AUZANCES, E.H.P.A.D. LE CHANT DES RIVIERES, E.H.P.A.D. PELISSON FONTANIER, E.H.P.A.D. RESIDENCE DU PARC - NEXON, E.H.P.A.D. RESIDENCE PUY MARTIN, E.P.D.A. - CORREZE, EHPAD - BEYNAT, EHPAD RESIDENCE COMMAIGNAC VIGEOIS, EHPAD JM COLAUD, EPDA DU GLANDIER, GCS CORREZIEN, M.R. - ROYERE DE VASSIVIERE, RESIDENCE ADELIN - PIERRE BUFFIERE, RESIDENCE DU PUY CHATEAUNEUF LA FORET, RESIDENCE LE CLOS JOLI - MEYSSAC, RESIDENCE P.BAZENERYE - DUN PALESTE, TREIGNAC EHPAD LES MILLE SOURCES

Le coordonnateur du groupement de commandes est : Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux M LE DIRECTEUR (Etablissement Support du GHT Alliance Gironde). Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre (Etablissements Support et Partie) doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

## 2.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 1 lot dans l'annexe 2 du CCAP :

Lot(s)	Désignation
82	TROUSSE DE LAVAGE GASTRIQUE TROUSSE DE LAVAGE GASTRIQUE -Qté estimative sur 12 mois:49 -Qté maxi sur 12 mois : 162

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

## 2.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu avec un maximum en quantité.

Il est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 2.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur de chaque Etablissement.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur de chaque Etablissement pourront être honorés par le ou les titulaires.

Le titulaire devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées par chaque établissement du groupement de commandes. Il devra informer systématiquement le coordonnateur et l'ensemble des établissements en cas de difficulté de fourniture, même si celle-ci ne concerne qu'un établissement.

### Délai d'exécution

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de réception du bon de commande par le titulaire jusqu'à l'admission de la dernière livraison correspondante.

Le délai de livraison maximum est de 5 jours à partir de la date de réception de la commande chez le fournisseur. Le non-respect de ce délai entraîne l'application des pénalités de retard dont le montant est précisé au présent CCAP.

En cas de livraison urgente, les pharmacies ou les services des Etablissements membres prendront contact avec le fournisseur, le délai pourra être ramené à 24 heures après accord écrit entre les deux parties. Les échanges se feront par échange de mails.

Lorsque le titulaire ne peut honorer une commande de manière totale ou partielle, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai, chaque pharmacie ou service membre. Il devra également en informer le coordonnateur.

Cette information préalable des pharmacies ou des services des Etablissements membres se réalise, via les coordonnées inscrites sur les bons de commandes :

- soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps ;
- soit par fax ;
- soit par courriel.

Cette information devra être confirmée d'un courrier officiel du fournisseur (avec papier à en-tête) dans un second temps.

Le pharmacien ou l'acheteur responsable prendra alors une décision de livraison partielle, de différer la livraison ou d'annulation de la commande.

### 3 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : annexe 1 : désignation des cotraitants, annexe 2 : remise catalogue, annexe 3 : remise pour paiement rapide
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes : annexe 1 liste des établissements membres au groupement de commandes, annexe 2 allotissement avec quantités, annexe 3 Charte de la visite promotionnelle du CHU de Bordeaux
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La documentation technique et les fiches techniques et/ou notice d'utilisation et/ ou les bonnes pratiques de sociétés savantes et/ou Études cliniques de Haut niveau de preuves remises à l'appui de l'offre
- Le catalogue des prix du fournisseur (tarif public)
- La fiche Prestations fournisseur et Développement durable remise à l'appui de l'offre
- La fiche reporting fournisseur

### 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

### 5 - Durée et délais d'exécution

#### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale allant de la plus tardive des deux dates : le 01/03/2026 ou à la date de notification jusqu'au 29/02/2028.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché public.

#### 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur de l'Etablissement coordonnateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCAP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- la documentation prévue à l'article 10 du présent CCAP,
- le transport jusqu'au lieu de livraison,
- les frais afférents aux opérations de vérification et à la livraison franco destination sur le territoire français, droits d'autorisation d'exportation et assurance jusqu'au lieu de destination compris,
- les charges fiscales parafiscales,
- les frais de gestion,
- la fourniture de tous les accessoires indispensables,
- la formation des utilisateurs,

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix seraient susceptibles d'être révisés annuellement par référence au tarif.

La référence utilisée est : tarif du fournisseur appliqué à l'ensemble de sa clientèle (tarif public).

Cette révision ne présenterait aucun caractère automatique.

Ils pourraient être révisés à la hausse ou à la baisse annuellement à compter du 01/03/2027

Toute demande de révision tarifaire donnerait lieu à la transmission, par le titulaire, des justificatifs nécessaires permettant d'établir la réalité et la pertinence de l'évolution invoquée.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur (Etablissement coordonnateur) avec un préavis de 3 mois avant la date prévue pour l'application de la révision à l'adresse mail suivante : [achat.produits.sante@chu-bordeaux.fr](mailto:achat.produits.sante@chu-bordeaux.fr).

Toute évolution tarifaire entrainera l'envoi de justificatifs par le titulaire.

Les nouveaux prix devront être envoyés sous format Excel et PDF couplés à un fichier CRY.

Clause limitative dite " butoir " : l'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence de révision (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 1,50 % maximum par an.

#### 6-2-1 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

#### 6-2-2 Fournitures achetées hors offre de prix et bénéficiant d'une remise sur catalogue



L'ensemble des établissements au groupement se réservent la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires et correspondant à l'objet de l'accord-cadre.

Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total estimé du marché public tel qu'indiqué sur l'avis de marché. Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public est indiqué sur l'annexe 2 à l'acte d'engagement (l'absence de % équivaut à 0). Le titulaire fournira chaque semestre le reporting des achats effectués sur catalogue.

### **6-2-3 Variation du taux de remise et offres promotionnelles**

Au cours d'un marché public, les prix des produits figurant au marché public pourront temporairement évoluer à la baisse (ou donner lieu à des gratuités) dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, à l'initiative du titulaire.

Le titulaire adresse le tarif promotionnel au pouvoir adjudicateur de l'Établissement coordonnateur, par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine, et toutes les précisions utiles : notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés (référence produit, libellé produit). Ce tarif promotionnel consiste en une modification, au sens des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché public inscrits sur le BPU sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel (remise importante, gratuité).

### **6-2-4 Ristourne**

Définition de la ristourne

Il s'agit d'un remboursement ultérieur sur le prix payé par un pouvoir adjudicateur de chaque Etablissement, calculé sur le montant total des achats réalisés au titre des marchés publics.

Elle est calculée sur le chiffre d'affaires réalisé au titre du marché public sur la base de l'annexe à l'AE «conditions commerciales complémentaires».

#### Modalités de calcul de la ristourne : remise du relevé annuel de chiffre d'affaires

L'appréciation du chiffre d'affaires se fera sur la base de 12 mois d'exécution à compter de la date de notification. Ainsi lors de la première année d'exécution du marché public, le chiffre d'affaire sera arrêté à la date d'échéance de la période d'exécution contractuelle.

Le titulaire a l'obligation d'envoyer par mail avec avis de réception dans un délai maximum de 3 mois après la fin de la 1ère période un relevé de facturation indiquant le montant global de la facturation établie pour les 12 mois d'exécution considérée avec indication de l'ensemble des références et dates des bons de commandes passés.

A défaut de transmission de ce relevé dans le délai imparti, le titulaire fera l'objet d'une pénalité pour retard de transmission de document administratif d'un montant de 100 euros par jour calendaire de retard.

Cette pénalité sera appliquée par le pouvoir adjudicateur de chaque Etablissement sans mise en demeure dans les conditions du présent CCAP.

Ces modalités de calcul s'appliquent pour chacune des périodes d'exécution du marché public.

### Appréciation de la ristourne

Tout au long de l'exécution du marché public, le pouvoir adjudicateur de chaque Etablissement pourra convoquer les représentants du titulaire afin d'apprécier les niveaux de ristournes acquis ou en cours d'acquisition dans le cadre du marché public au bénéfice du pouvoir adjudicateur de chaque Etablissement.

Cette réunion sera organisée avec les représentants du pouvoir adjudicateur idoines qui pourra rendre un avis sur l'affectation des montants financiers acquis au bénéfice du pouvoir adjudicateur de chaque Etablissement au titre de la ristourne.

Sur la base de l'avis des représentants du pouvoir adjudicateur idoines, le pouvoir adjudicateur de chaque Etablissement se réserve la possibilité de solliciter le paiement de la ristourne par titre exécutoire ou bien d'utiliser son équivalence financière pour acquérir des dispositifs médicaux auprès du titulaire dans le cadre du marché public en cours.

A réception du relevé des achats réalisés sur la période d'exécution par le titulaire, le pouvoir adjudicateur de chaque Etablissement aura la possibilité au choix :

- A- D'actionner cette ristourne et d'établir un titre exécutoire correspondant à l'attention du titulaire qui devra le régler dans un délai de trente jour ;

- B- De solliciter du titulaire la livraison de dispositifs médicaux listés au présent marché moyennant compensation comptable avec le montant de la ristourne financière établie pour l'année N ;

ou

- C- De décider un panachage des crédits financiers liés à la ristourne entre d'une part l'émission d'un titre exécutoire et d'autre part l'acquisition de dispositifs médicaux auprès du titulaire par compensation comptable à équivalence financière.

Les dispositifs médicaux fournis par le titulaire en vertu du présent article devront toutefois figurer sur les demandes de paiement à un prix 0 ou à titre gracieux ou équivalents.

### **6-2-5 DISPOSITIFS INSCRITS A LA L.P.P.R. (liste des produits et prestations remboursables).**

Les prix des dispositifs inscrits à la L.P.P.R. et/ou susceptibles d'être inscrits à la L.P.P.R. et /ou modifiés en cours d'exécution du marché public ne pourront en aucun cas être supérieurs au prix L.P.P.R. en vigueur à la date d'émission de la commande.

L'offre de l'opérateur économique sera donc révisée à la baisse en cas de diminution du tarif L.P.P.R. En cas d'augmentation du tarif L.P.P.R., l'offre de l'opérateur économique dès lors qu'elle est inférieure au L.P.P.R. en vigueur, restera le prix de référence.

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de chaque établissement, de l'inscription de nouveaux dispositifs sur la liste L.P.P.R. ou de toute modification effectuée sur la liste L.P.P.R., dans un délai d'un mois à compter de la publication au Journal Officiel.

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

### **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse de livraison :

Celle inscrite sur le bon de commande

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, les emballages restent la propriété de la personne publique.

Les fournitures sont livrées franco de port et d'emballage (sauf livraisons urgentes prévues à l'article 2.4 du CCAP).

Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20.3 du CCAG-FCS.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu de réaliser des livraisons avec des véhicules pouvant manœuvrer dans les établissements. Il demeure responsable de tout dommage commis par ses agents représentants et pouvant affecter les personnes (agents des établissements, usagers, visiteurs) et les biens à l'occasion de la livraison des produits.

Le bordereau de livraison doit figurer obligatoirement dans ou sur le colis.

**CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE LIVRAISON du CHU DE BORDEAUX**

Pour les fournitures justifiant l'utilisation de palettes, le mode de conditionnement doit être le suivant :

- fournitures livrées filmées sur palettes type standard européen 1200 x 800 hauteur maximum 1,60m.
- le bon de livraison du titulaire visible sur la palette

**A noter :**

La gestion des palettes consignées se fait selon le mode suivant : une palette livrée pour une palette en retour.

Le personnel prend livraison de la marchandise à la sortie du camion pour effectuer les opérations de vérification décrites à l'article 12 du présent CCAP.

**MINIMUM DE COMMANDE :** Aucun minimum de commande ne sera accepté.

Le non-respect des dispositions ci-dessus sera un motif de résiliation du marché public, éventuellement aux frais et risques du titulaire défaillant.

**Documents à fournir**

**Documentation technique :** Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

**Traçabilité**

De même, afin d'optimiser l'assurance qualité et la traçabilité jusqu'au malade, et concernant les dispositifs médicaux implantables, le titulaire s'engage à fournir à chaque livraison, un jeu d'étiquettes sur

lequel figurera en clair au minimum le nom du produit, le numéro de lot ou de série et la référence du produit.

Conditionnement : Toute prévision de changement de conditionnement doit faire l'objet d'un courrier d'information du titulaire à destination du CHU de Bordeaux (Établissement coordonnateur). Aucune modification ne peut être mise en place sans l'accord écrit du représentant de la Directrice de la DPALS du CHU DE BORDEAUX (Établissement coordonnateur).

#### Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Le titulaire de l'accord-cadre fournira une notice d'utilisation pour les produits retenus dans le marché public. Le titulaire assurera à sa charge la formation initiale et continue du personnel chargé d'entretenir et d'utiliser les dispositifs médicaux.

Une feuille d'émargement signée par un représentant du service atteste de la bonne tenue des formations prévues. Elle sera remise au service biomédical de chaque établissement pour enregistrement.

## **11 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire s'engage à optimiser les livraisons des fournitures hors stock en les mutualisant autant que possible.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Les vérifications des dispositifs médicaux seront effectuées dans les conditions suivantes :

Concernant la nature des opérations :

Les prestations faisant l'objet du marché public sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché public.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bon de commande.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché public.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement sur les prestations livrées au titre du marché public.

Concernant les frais de vérification :

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur de chaque établissement.

Par dérogation à l'article 27.2.2. du CCAG/FCS la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications est la date de livraison.

Concernant la présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

Déroulement des opérations de vérification :

Le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement effectue, au moment même de la livraison des fournitures, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples.

Il notifie au titulaire dans un délai de 15 jours sa décision.

Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises à l'expiration du délai de 15 jours (le point de départ du délai est la date de la livraison).

Dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande, la livraison de chaque dispositif fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes

Concernant la présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

Déroulement des opérations de vérifications :

Les opérations de vérification sont exécutées par le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement dans les conditions prévues ci-après.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est d'un mois. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Pour les vérifications qui sont effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur de chaque Établissement ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de mise en ordre de marche, le cas échéant, en ce lieu.

Dans le cas d'un marché public comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

## **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS :

Concernant les dispositifs médicaux, à l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations du marché public, le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement peut décider de l'accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Contenu des décisions

Admission :

Le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché public. L'admission prend effet dans un délai de 15 jours à dater de la livraison.

Ajournement :

Le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur de chaque Établissement les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence du pouvoir adjudicateur de chaque Établissement au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur de chaque Établissement, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement, aux frais du titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur de chaque Établissement présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

#### Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans un délai de 15 jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

#### Rejet :

Lorsque le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché public.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur de chaque Établissement présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

#### Dématérialisation de la décision de réception

Les décisions d'admission, d'ajournement, de rejet, de réception avec réfaction, peuvent être notifiées par voie dématérialisée selon les dispositions suivantes : transmission par télécopie.

#### Transfert de propriété

L'admission vaut transfert de propriété



## 13 - Garantie des prestations

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :  
Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant la durée de vie minimale du dispositif.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage en cas de défaillance du dispositif à procéder à un échange standard à ses frais.

La durée de cette garantie devra être précisée dans la documentation technique du candidat remise lors de l'offre.

Toute fourniture qui présenterait une défectuosité dans un lot devra faire l'objet d'un remplacement immédiat et gratuit.

### Matéiovigilance - Conclusions d'expertise

Le fournisseur s'engage à transmettre à l'établissement des conclusions d'expertise à la suite de tout incident de matéiovigilance dont il a été informé par l'établissement.

Les frais liés au retour du dispositif incriminé pour expertise chez le fournisseur sont à la charge du fournisseur.

Les dispositifs pour lesquels une défectuosité a été constatée feront l'objet d'un échange ou d'un avoir sur commande.

### Destruction des dispositifs médicaux défectueux

En cas de demande de rappel d'un dispositif, suite au signalement effectué par le titulaire ou par les utilisateurs de l'établissement auprès de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé, le titulaire a l'obligation de procéder à l'enlèvement des dispositifs concernés dans un délai maximal de 30 jours, à compter de la demande de reprise.

Les frais liés à l'enlèvement par le fournisseur du dispositif défectueux sont à la charge du fournisseur.

Passé ce délai, l'établissement pourra procéder à la destruction des dispositifs défectueux aux frais du titulaire.

A titre d'exemple, pour le CHU de Bordeaux les frais de destruction appliqués seront les suivants :

Carton : 80€ par carton

Palettes : 135€ par palettes de moins de 200kg

Palettes d'un poids supérieur ou égal à 200kg et jusqu'à 1 tonne : 275€ par palettes.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/100 de la valeur HT des prestations en retard assortie d'un montant minimum de 40,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 100,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 15.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect de la clause sur les visiteurs médicaux	Forfaitaire	50,00 €	Pénalité dans le cadre de la gestion des visites promotionnelles fixée à l'article 19 - Charte de la visite promotionnelle du CHU du CCAP : Le titulaire encourt l'application d'une pénalité de 50 euros à chaque présentation d'un visiteur sans enregistrement préalable.
Pénalité en cas d'absence de transmission de reporting	Forfaitaire	100,00 €	En cas d'absence de remise du fichier de reporting aux échéances prévues à l'article 19.4 du CCAP, le titulaire dispose d'un délai supplémentaire d'une semaine à compter de la date d'exigibilité initiale pour se conformer à son obligation de transmission.  À défaut de transmission du fichier de reporting à l'issue de ce délai, et lorsque ce manquement est imputable au titulaire, celui-ci s'expose à l'application d'une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 euros par manquement constaté.
Relevé Ristourne par période	Journalière	100,00 €	Le relevé relatif à chaque période d'exécution devra impérativement être remis au pouvoir adjudicateur de chaque Établissement dans un délai maximum de 3 mois après la fin de la période. A défaut de transmission de ce relevé dans le délai imparti, le titulaire fera l'objet d'une pénalité pour retard de transmission de document administratif d'un montant de 100 euros par jour calendaire de retard.  Cette pénalité sera appliquée par le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement sans mise en demeure.

Le montant total des pénalités spécifiques n'est pas plafonné.

Le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités spécifiques sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout

commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 17 - Résiliation du contrat

### 17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 38 et 42, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur de l'Etablissement coordonnateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

#### Exécution par défaut:

##### Avec Résiliation

Si un marché public est résilié aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur de l'établissement coordonnateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de l'établissement de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur de l'établissement. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

##### Sans Résiliation

En cas dépassement de plus de 5 jours du délai maximum de livraison d'une prestation prévue par le marché public et en cas de rupture d'approvisionnement temporaire, le pouvoir adjudicateur de l'établissement fera procéder par un tiers à l'exécution de ces prestations, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de l'établissement de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur de l'établissement. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire sans mise en demeure préalable de ce dernier.

### 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur de l'Etablissement coordonnateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur de l'Etablissement coordonnateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## **19 - Clauses complémentaires**

### **Obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité :**

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur/ l'autorité concédante est informé(e), à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

### **Charte de la visite promotionnelle du CHU**

Depuis quelques années maintenant, le CHU de Bordeaux a défini une politique de lutte contre les atteintes à la probité et s'est doté d'outils de nature à préserver ses professionnels du risque d'atteinte à

la probité et à prévenir les risques de conflits d'intérêts, dont une Charte des bonnes pratiques relative à l'information et à la promotion des produits de santé au CHU de Bordeaux fait partie.

Elaborée :

- Conformément à la législation en vigueur,
  - Aux recommandations de bonnes pratiques en la matière
  - Et en référence à la Charte du LEEM et à la charte de qualité des pratiques professionnelles en question;
- Cette Charte est la déclinaison de la politique du CHU concernant la gestion des visites promotionnelles dont elle définit les modalités, conformément aux dispositions de l'article L.6143-7 du code de la santé publique.

Outre l'encadrement des dites visites, cette Charte prévoit dorénavant que seuls les visiteurs médicaux munis d'un badge personnalisé, édité pour un an (obtenu après enregistrement individuel sur une plateforme dédiée conçue par le CHU) pourront accéder aux locaux du CHU.

Les titulaires du présent marché devront donc se conformer à cette charte et procéder à la déclaration de leurs visiteurs médicaux via le mail suivant : [cartespro.labo@chu-bordeaux.fr](mailto:cartespro.labo@chu-bordeaux.fr) afin que ces derniers s'enregistrent à titre personnel.

Le non-respect de ces dispositions entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 15.2 du présent CCAP.

#### **Clause de réexamen :**

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète du marché public est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation des fournitures objet du marché serait transférée à un autre opérateur, le marché pourra être cédé et un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert. Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

#### **19-1 Clauses d'évolution**

##### **19-1 -1 Clauses générales**

En cours d'exécution du marché public, toute substitution de référence d'un produit par un autre, d'objet identique ou de même fonctionnalité, à prix constant, donnera lieu à un courrier d'information à destination CHU de Bordeaux (Établissement coordonnateur) de la part du titulaire. La modification n'entrera en vigueur que sous réserve d'un accord de confirmation écrit du CHU de Bordeaux (Établissement coordonnateur).

## 19-1-2 Clauses particulières

### 19-1-2-1 Extension de gamme

En cours d'exécution du marché public, le titulaire peut être amené à compléter sa gamme en proposant la commercialisation d'une référence qui correspond mieux à l'indication médicale.

Dans ce cas, l'opérateur économique est tenu de produire au CHU de Bordeaux (Établissement coordonnateur) un courrier stipulant :

- que cette nouvelle référence s'ajoute à l'ancienne,
- et que le prix fixé au marché est maintenu ou diminué.

### 19-1-2-2 Innovations technologiques

En cours d'exécution du marché public, le titulaire peut être amené à arrêter la commercialisation d'une référence de dispositif médical pour lequel il a été retenu et à le remplacer par un dispositif plus innovant possédant une nouvelle référence.

Dans ce cas, l'opérateur économique est tenu de produire au CHU de Bordeaux (Établissement coordonnateur) un courrier stipulant :

- que cette nouvelle référence se substitue ou s'ajoute à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologiques
- et que le prix fixé au marché est maintenu ou diminué.

### 19-1-2-3 Recherches, Essais, Investigations cliniques

Au cours de l'exécution du marché public, le titulaire peut être amené à proposer dans le cadre de recherches, essais ou investigations cliniques de nouvelles références à titre expérimental.

A cet effet, il sera tenu au préalable d'adresser une proposition de prix au CHU de Bordeaux (Établissement coordonnateur). Le montant de cette proposition ne pourra être supérieur à celui concernant le dispositif pour lequel il a été retenu.

### 19-1-3 Informations pharmacie

En cours d'exécution du marché public, toutes les informations transmises par le fournisseur et liées à l'évolution du marché doivent également être transmises sans délai et en complément des courriers au service de Pharmacie du pouvoir adjudicateur de l'Établissement support à :

pharmacie.dms@chu-bordeaux.fr

preparateur.dms@chu-bordeaux.fr

## 19-2 Stipulations relatives à l'application des conditions générales de ventes

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à son offre technique, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels (Cf. articles pièces contractuelles du présent document) ne s'appliqueront pas au présent accord-cadre.

## 19.3 Suivi de l'exécution des marchés publics

Le coordonnateur est fondé à demander au titulaire, à tout moment, la communication de toute information utile, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution des marchés publics, ce pour l'ensemble des établissements du groupement ou par établissement. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

## 19.4 Récupération des données

Le titulaire s'engage à transmettre au coordonnateur deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du Titulaire en terme de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le 31 juillet pour les données du 1er janvier au 30 Juin (Semestre1) et le 31 janvier pour les données du 1er Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit de la date de début et de la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide du fichier type « Reporting fournisseur » disponible dans le DCE.

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

- N° SIRET du titulaire, le nom du titulaire
- Numéro de marché
- Le numéro de Lot
- N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le Nom de l'établissement
- Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2024 - 30/06/2024 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
- Quantité de produits et/ou services facturée
- Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le fichier devra être nommé selon la règle suivante : Nom du fournisseur\_S12024 (pour 1er semestre 2024).

Le format fichier sera CSV ou Excel et envoyé par mail à l'adresse : [bilan.statistiques.pds@chu-bordeaux.fr](mailto:bilan.statistiques.pds@chu-bordeaux.fr)

## 20 - Dérogations

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20.2.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 31 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 38 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 45 du CCAG - Fournitures Courantes et Services